

Unité départementale de Rouen-Dieppe

Rouen , le 05/04/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **MALTERIES SOUFFLET**

Quai des roches  
76380 CANTELEU

Références : UDRD.2022.03.R.52

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/03/2022 dans l'établissement MALTERIES SOUFFLET implanté Quai des roches 76380 CANTELEU . Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MALTERIES SOUFFLET
- Quai des roches 76380 CANTELEU
- Code AIOT dans GUN : 0005801573
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La malterie Soufflet de Canteleu a pour activité principale la transformation de céréales en malt. Les installations du site sont concernées par la directive n°2010/75 du 24 novembre 2010, directive dite IED, au titre de la rubrique 3642 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suites de l'inspection du 21 avril 2021,
- conformité des rejets aqueux

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

| Nom du point de contrôle                   | Référence réglementaire                           | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|--|---|---|-------------------|
| Valeur limite d'émission des rejets aqueux | Arrêté Préfectoral du 23/11/2004, article 3.2.3.3 | /   | Sans objet        |

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire                     | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|--------------------------|---|--|-------------------|
| Zone ATEX                | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9 | /  | Sans objet        |
| Dépassement H2S          | Autre du 09/02/2017, article 1.2.1          | /  | Sans objet        |
| Opti-Multisteep          | AP Complémentaire du 12/07/2021, article 2  | /  | Sans objet        |

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Malgré la mise en place du nouveau procédé de trempe, les rejets aqueux du site Malteries Soufflet de Canteleu ne respectent pas les valeurs limites d'émission fixées par l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2004 pour les paramètres DCO et MES. Les demandes énoncées lors de la visite d'inspection précédente du 21 avril 2021 n'ont pas reçu de réponse de l'exploitant, et notamment les valeurs limites d'émission énoncées dans le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation proposé dans le cadre de l'instruction du dossier de réexamen IED du site sans avis. L'inspection propose donc la mise à jour de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 et plus particulièrement de l'article 7.2 en retenant le rendement épuratoire minimum prescrit à la station Emeraude de la Métropole Rouen Normandie par arrêté préfectoral du 3 mars 2016 relatif à la police de l'eau, pour le calcul des valeurs limites d'émission des Paramètres DCO et MES en sortie du site de la Malterie. Il est attendu un retour de l'exploitant sur cette proposition dans un délai d'un mois à réception du présent rapport, sans quoi le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation sera transmis à monsieur le préfet de la Seine-Maritime.

### **2-4) Fiches de constats**

## Nom du point de contrôle : Zone ATEX

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques ATEX  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/>L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.</p> <p>Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.</p> <p>Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.</p> <p>Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n°96-1010 du 19 novembre 1996, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible;</li><li>• ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes « protégées contre les poussières » dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammation en nuage, et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75 °C.</li></ul> <p>L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;</li><li>• l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;</li></ul> <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.</p> |
| <p><b>Constats :</b> Suite à la visite du 03 décembre 2020, l'inspection des installations classées avait demandé à l'exploitant de réaliser une liste exhaustive des matériels non électriques utilisés en zone ATEX et de tenir cette liste à jour conformément à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004.</p> <p>Suite à la visite d'inspection du 21 avril 2021, l'inspection avait de nouveau demandé à l'exploitant de réaliser cet inventaire exhaustif avec les certificats associés, sous un délai inférieur 6 mois après réception du rapport d'inspection. L'inspection demandait la mise à jour de cette liste en temps réel.</p> <p>Par courrier du 16 août 2021, l'exploitant a informé l'inspection qu'il travaillait sur ce sujet et communiquerait une réponse pour décembre 2021.</p> <p>Le 10 décembre 2021, l'inspection des installations classées a envoyé un courrier de relance à l'exploitant notamment sur le sujet du zonage ATEX.</p> <p>Par courrier électronique du 18 mars 2022, l'exploitant a transmis la liste de ses équipements non électriques en zone ATEX.</p>  |
| <b>Observations :</b> Ce point n'appelle plus d'observation de la part de l'inspection.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

## Nom du point de contrôle : Dépassement H2S

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Autre du 09/02/2017, article 1.2.1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, convention Emeraude   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'effluent ne devra contenir aucune substance susceptible de nuire au bon fonctionnement du réseau par corrosion ou obturation. Sur ce sujet, l'industriel s'engage à mettre en place un dispositif permanent de suivi avec enregistrement des concentrations en H2S au niveau du PR40 de manière à suivre en continu et en direct ce gaz. [...]<br>Outre les conditions générales, les effluents déversés devront répondre aux prescriptions suivantes :<br>[...] H2S ≤ 5 ppm en concentration moyenne journalière et 10 ppm en concentration instantanée maximale.   |
| <b>Constats :</b> Depuis plusieurs années l'exploitant fait face à la présence d'H2S dans ses rejets au niveau du poste de relevage PR40. Après avoir testé l'injection de chlorure ferreux pour diminuer le taux d'H2S, l'exploitant a testé l'injection de nitrate de calcium. Au cours de la visite d'inspection du 21 avril 2021, l'exploitant avait présenté un graphique prouvant l'efficacité de l'injection de nitrate de calcium. L'inspection des installations classées avait demandé à l'exploitant de réaliser une analyse du paramètre nitrates au niveau de son point de rejet (concentration et flux) pour s'assurer que l'ajout du NUTRIOX (nitrate de calcium) n'entraînait pas un impact en nitrates sur la station d'épuration communale.<br>Par courrier du 16 août 2021, l'exploitant a informé l'inspection que le paramètre NO3 était ajouté au programme de surveillance.<br>En l'absence de transmission de résultat d'analyse, l'inspection a envoyé à l'exploitant un courrier de relance le 10 décembre 2021.<br><br>Au cours de la visite objet du présent rapport, l'exploitant a présenté les résultats hebdomadaires d'analyse pour le paramètre nitrates. Les résultats présentés ne montrent aucune augmentation anormale des concentrations en nitrates dans les eaux rejetées. La concentration en nitrates reste inférieure à la limite de quantification (< 0,4 mg N/l). |
| <b>Observations :</b> Au vu des résultats d'analyse présentés, l'ajout de NUTRIOX n'entraîne pas d'impact en nitrate sur la station d'épuration communale.<br>L'exploitant peut ainsi stopper le suivi de ce paramètre dans ses rejets aqueux.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**Nom du point de contrôle : Opti-MultistEEP**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/07/2021, article 2  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommation en eau  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant élabore un cahier des charges détaillé permettant d'identifier clairement les réflexions et études nécessaires à l'établissement d'un diagnostic préliminaire couvrant au minimum les quatre objectifs suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. disposer d'une alimentation en eau la moins impactante possible pour la ressource ou pour les milieux ;</li> <li>2. gérer de manière optimale les consommations d'eau par rapport aux besoins et aux meilleures techniques disponibles ;</li> <li>3. disposer d'indicateurs ou d'outils de suivi pertinents et suffisants pour garantir la maîtrise des consommations ;</li> <li>4. recenser les actions ou dispositions temporaires envisageables pour faire face aux différents niveaux réglementés de sécheresse.</li> </ol> <p>L'ensemble des points précisés en annexe 2 du présent arrêté est étudié dans le cadre de l'élaboration du cahier des charges. Si des études / données antérieures sont déjà disponibles sur certains aspects, celles-ci sont présentées, au besoin actualisées, avec l'ensemble des éléments d'appréciation afin de justifier leur portée et les modalités de leur prise en compte dans le cadre de ce diagnostic.</p> <p>Un mois avant le lancement effectif du diagnostic préliminaire, l'exploitant informe l'inspection des installations classées de sa stratégie de mise en œuvre et de son planning prévisionnel de réalisation dans le respect des obligations fixées aux articles ci-dessous. Le cahier des charges peut utilement être transmis dans ce cadre.</p> <p><b>Constats :</b> Constats : Le 03 décembre 2020, l'exploitant avait remis à l'inspection des installations classées un porter à connaissance correspondant au projet Opti-Multisteep. L'objectif de ce nouveau procédé est de diminuer la consommation d'eau entre les cuves de trempes cyclo-coniques durant la phase de trempe. Dans son dossier de demande d'aide à l'Agence de l'eau, l'exploitant visait une diminution de la consommation d'eau de trempe d'environ 35 % (soit environ 103 500 m<sup>3</sup> par an), une baisse équivalente d'eaux usées envoyées en STEP et une réduction de la charge organique, notamment des MES, grâce à la filtration de l'eau de process, et des concentrations de DCO, grâce à l'oxydation réalisée par l'eau oxygénée.</p> <p>Au cours de la visite du 21 avril 2021, l'inspection des installations classées avait constaté la mise en place effective des équipements composant ce procédé Opti-Multisteep. L'exploitant avait déclaré que la phase de test du système débiterait le 23 mai 2021 pour une mise en fonctionnement envisagée au dernier trimestre 2021.</p> <p>L'inspection des installations classées avait demandé à l'exploitant de l'informer des premiers résultats du test prévu le 23 mai 2021 puis de la mise en service effective du système.</p> <p>En l'absence de transmission des premiers résultats et de la mise en service effective du système, l'inspection a envoyé un courrier de relance le 10 décembre 2021. Ce courrier est resté sans réponse.</p> <p>Au cours de la visite objet du présent rapport, l'exploitant a présenté les premiers résultats des essais réalisés.</p> <p>L'exploitant déclare que la mise en place du nouveau procédé de trempe a pris du retard à cause des retards de travaux, des problèmes liés à l'automatisme et de la difficulté à enchaîner les séries d'essai (batch), puisqu'un batch représente environ 400 tonnes d'orge.</p> <p>L'exploitant déclare que le premier essai a été réalisé en juin 2021 (sur un seul batch) et que les résultats ne sont représentatifs que depuis le début de l'année 2022. Ainsi, 71 % de la production du mois de janvier et 74 % de celle du mois de février 2022 a suivi ce nouveau procédé de production. L'exploitant déclare que la consommation en eau par tonne de malt passe de 3,18 m<sup>3</sup> (moyenne sur les 3 dernières années) à 2,4 m<sup>3</sup> (moyenne sur janvier et février 2022), soit une baisse de la consommation en eau d'un tiers. Parallèlement, l'exploitant indique que les volumes rejetés sont quant à eux diminués de moitié (2,54 m<sup>3</sup>/t sur la moyenne des 3 dernières années à 1,98 m<sup>3</sup>/t en janvier et 1,49 m<sup>3</sup>/t en février) .</p> <p><b>Observations :</b> Les objectifs visés par la mise en place de ce nouveau système de trempe semblent atteints en ce qui concerne la diminution de la consommation en eau. Cette innovation pourra donc être valorisée comme élément de réponse au point 2 (gérer de manière optimale les consommations d'eau par rapport aux besoins et aux meilleures techniques disponibles) de</p> |

l'étude optimisation de la gestion de l'eau, et utilement rapportée dans le mémoire attendu en réponse aux attentes de l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2021 concernant la gestion optimisée des flux d'eaux. Cependant, l'inspection regrette de ne pas avoir été informée de façon régulière des difficultés rencontrées et des premiers des résultats de l'étude.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Valeur limite d'émission des rejets aqueux

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/11/2004, article 3.2.3.3   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/> Les valeurs limites imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à la station d'épuration collective EMERAUDE doivent respecter les valeurs suivantes, sous réserve de contraintes plus strictes visant à protéger le bon fonctionnement de cette station d'épuration urbaine.</p> <p>En aucun cas les limites de concentration ci-dessus ne pourront être obtenues par apport d'eau de dilution.<br/> Le débit moyen admissible est de 1 000 m<sup>3</sup>/j produits pendant 7 jours sur 24 heures au débit maximum de 54 m<sup>3</sup>/h.</p>   |
| <p><b>Constats :</b> Lors du contrôle inopiné du 21 septembre 2020, plusieurs non-conformités à l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2004 et à la convention avec la station Émeraude avaient été relevées, mais aucune suite administrative n'avait été proposée par l'inspection des installations classées compte tenu des projets, Opti-Multisteeep et Nutriox, engagés par l'exploitant.</p> <p>Suite à la parution de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponible (MTD) applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3642 de la nomenclature des installations classées, à l'inspection du 21 avril 2021 et considérant les résultats des autocontrôles déclarés par l'exploitant sur GIDAF, l'inspection avait demandé à ce dernier de réaliser une étude d'impact du nouveau procédé Opti-Multisteeep et d'apporter les éléments justificatifs d'une demande de révision ou non de la valeur limite d'émission (VLE) des paramètres DCO et MES.</p> <p>Par courrier du 23 avril 2021, l'exploitant a proposé à l'inspection de lancer une étude technico-économique visant à définir qu'elles pourraient être les nouvelles valeurs limites de rejets et déclarait vouloir transmettre les conclusions de cette étude pour fin 2021. Par courrier du 16 août 2021, l'exploitant a informé l'inspection que l'étude allait être lancée.</p> <p>Suite aux résultats du contrôle inopiné du 04 octobre 2021, relevant des non-conformités pour les paramètres DCO, DBO5 et sulfures, un courrier a été envoyé à l'exploitant, le 08 décembre 2021, afin de connaître les raisons de ces dépassements et quelles actions correctives il comptait mettre en œuvre. Puis un courrier de relance a été envoyé le 10 décembre 2021, invitant l'exploitant à apporter les éléments demandés pour une révision ou non de la valeur limite d'émission des paramètres DCO et MES.</p> <p>Au cours de la visite objet du présent rapport l'exploitant a présenté une comparaison de ses résultats d'autocontrôle suite à la mise en place du nouveau procédé de trempe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour la DCO, une augmentation de la concentration est constatée à hauteur de 23 % par rapport à la concentration mesurée en moyenne sur les trois dernières années. Ainsi, la concentration en DCO est en janvier 2022 de 3 107 mg/l et de 3 224 mg/l en février 2022. Ces valeurs sont supérieures à la VLE fixée à 2 000 mg d'O<sub>2</sub>/l par arrêté préfectoral du 23 novembre 2004.</li> <li>- pour les MES, la moyenne des résultats d'analyse donne une concentration en janvier 2022 de 346 mg/l et de 272 mg/l en février 2022, pour une VLE fixée par arrêté préfectoral à 200 mg/l.</li> </ul> <p>L'exploitant indique que malgré l'augmentation de la concentration de la DCO, le flux en kg/jour a quant à lui diminué de 19 %, ainsi le site Malterie Soufflet a diminué son impact au niveau des rejets de DCO.</p> <p>L'exploitant déclare qu'étant maintenant en possession de résultats d'analyse, il prévoit de prendre un rendez-vous avec les services de la Métropole de Rouen pour revoir avec eux les valeurs fixées dans la convention de rejet.</p> <p>L'inspection des installations classées indique à l'exploitant que les valeurs limites de rejets aqueux fixent une valeur en flux mais également en concentration.</p> <p>L'inspection explique, une nouvelle fois, à l'exploitant que suite à la parution de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les valeurs limites d'émission (VLE) qui seront applicables en sortie de son site devront garantir l'absence de rejet d'une pollution supérieure en sortie de la station de traitement Emeraude à</li> </ul> |

celle qu'aurait produit une installation de traitement située en sortie immédiate du site en appliquant directement les niveaux d'émission associé (NEA-MTD) à la MTD 12 (article R. 515-65 du code de l'environnement) ;

- Afin de vérifier le respect de la prescription précédente, le guide de la DGPR pour la simplification du réexamen stipule que pour chacun des paramètres considérés, les VLE en sortie de site doivent respecter le critère suivant :

$VLE < NEA-MTD / (1 - tx \text{ abattement})$

**Observations :** Les demandes énoncées lors de la visite d'inspection précédente du 21 avril 2021 n'ont pas reçu de réponse de l'exploitant, et notamment les valeurs limites d'émission énoncées dans le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation proposé dans le cadre de l'instruction du dossier de réexamen IED du site sans avis.

L'exploitant doit proposer et démontrer que les VLE prescrites à la sortie de son site permettent de respecter la formule précédente en prenant pour base de calcul, le taux d'abattement (rendement) de la station d'épuration urbaine (STEU) correspondant au rendement minimum obtenu 95% du temps sur la période des 5 dernières années de données mobilisables.

Ces éléments ont d'ores et déjà été apportés à l'exploitant à la suite de la visite d'inspection du 21 avril 2021.

L'inspection propose donc la mise à jour de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 27 février 2020, et plus particulièrement l'article 7.2, en retenant le rendement épuratoire minimum prescrit à la station Emeraude de la Métropole Rouen Normandie par arrêté préfectoral du 3 mars 2016 relatif à la police de l'eau, pour le calcul des valeurs limites d'émission des Paramètres DCO et MES en sortie du site de la Malterie. Il est attendu un retour de l'exploitant sur cette proposition dans un délai d'un mois à réception du présent rapport, sans quoi le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation sera transmis à monsieur le préfet de la Seine-Maritime.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet